

CE MONDE QUI BOUGE

“Poudre aux yeux”

Par Hassane Zerrouky



George Corm, l'historien libanais, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère lorsqu'il a qualifié, dans un entretien à *L'Humanité*, les divergences entre Paris et Washington au sujet du Liban de «poudre aux yeux», et de «désinformation» les articles paraissant dans les médias occidentaux réduisant la guerre du Liban à un conflit entre Israël et le Hezbollah. La création de ce dernier, qui, selon l'historien libanais a fait sa mue politique au cours des dernières années, en se transformant en un parti politique, s'est produite dans des conditions socio-historiques auxquelles Israël n'est pas tout à fait étranger. Quand l'Etat hébreu a envahi le Liban en 1982 — époque où le Hezbollah n'existait pas — il a fait «le vide en décapitant les partis laïques et de la gauche libanaise» dans le Sud-Liban, déportant 1600 cadres et militants après avoir liquidé le reste. Les Israéliens, indique-t-il, «ont fait le vide et laissé s'implanter le Hezbollah en pensant qu'un parti affichant une bannière religieuse serait plus pratique pour eux». En fait, Israël a réédité au Liban le même scénario que celui réalisé à Ghaza dans les années 70 quand il avait décapité physiquement le FPLP de George Habache et le FDPLP de Hawatmah, encourageant ouvertement la branche palestinienne des Frères musulmans, qui allait donner naissance au Hamas, à se développer. En ces années 70/80, les Etats-Unis jouaient la carte islamiste contre les régimes arabes dits «progressistes», alliés à leurs yeux à l'ex-URSS, pour contrer la menace «communiste» sur la région. Oussama Ben Laden avant qu'il ne se retourne contre ses maîtres américains, n'était-il pas à cette période un pion de la CIA contre le régime pro-soviétique de Najibullah en Afghanistan ? Qaïda, Hezbollah et autres mouvements islamistes ne présentent-ils pas aussi l'avantage d'être des «repousseurs» et de justifier par avance «la guerre contre le terrorisme» de Bush et Blair ! En bref, on ne le répétera jamais assez, l'islamisme dans sa version chiite ou salafiste ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans l'appui apporté par les Etats-Unis entre 1960 et 90, et sans l'existence des conditions propices à son essor que sont, en premier lieu, l'autoritarisme des régimes arabes dits «progressistes», la corruption et le népotisme, lesquels de surcroît n'ont pas hésité à l'instrumentaliser contre les organisations démocratiques et de gauche. Ces dernières, qui devraient se livrer à un examen de conscience, ne sont pas exemptes non plus d'erreurs ayant permis son expansion !

Revenons au Liban. Après avoir échoué à provoquer une guerre interprofessionnelle — c'était l'un des objectifs de l'offensive israélienne —, Israël a finalement obtenu l'effet inverse du but recherché. Loin d'être décapité, le Hezbollah est devenu par la force des faits le symbole de la résistance libanaise. Dans le monde arabo-musulman, il apparaît comme le mouvement tenant tête à la plus puissante armée du Proche-Orient, alors que par ailleurs les régimes arabes assistent presque en spectateurs impuissants à la destruction du Liban. Bien qu'on ne soit pas en mesure d'évaluer les conséquences à venir de cette situation, notons seulement que les pays arabes ne paraissent pas pressés de voler au secours du Liban, se contentant du «service minimum». Les armes — il n'avait sans doute que ça pour plaider la cause de son pays — du Premier ministre libanais Fouad Siniora, n'ont eu pour seul et unique résultat que l'envoi d'une délégation de la Ligue arabe à New York pour convaincre le Conseil de sécurité de l'ONU d'accepter les amendements de Beyrouth à la résolution franco-américaine en trompe-l'œil sur le Liban. Reste à savoir si Washington, qui détient les clés de la situation, va y donner suite. Une chose est sûre, en décrétant un embargo pétrolier en 1973, les pays arabes avaient su montrer leur force et leur détermination. C'était alors une autre époque !

H. Z.

29^e JOUR DU CONFLIT
Israël décide d'étendre
les opérations au Liban

Sous le silence compli- ce des Etats arabes, les sionistes décident de continuer leur guerre contre le Liban et donnent un délai d'un mois au gouvernement libanais pour «désarmer» le Hezbollah. Ce dernier continue à semer la terreur au sein des Israéliens par ses roquettes qui ont atteint le cœur de Tel Aviv.

«Le cabinet de sécurité israélien a donné hier son feu vert à l'extension des opérations terrestres au Liban sud en tenant compte d'un règlement politique futur», a annoncé la radio publique. «Les plans en vue de l'extension des opérations au Liban du ministre de la Défense et du chef d'état-major ont été approuvés par le cabinet de sécurité», a précisé le vice-Premier ministre et ministre du Commerce Eli Yichai qui a participé aux discussions.

«Les objectifs sont inchangés et le principal demeure l'arrêt des tirs de roquettes à courte et longue portée», a-t-il dit. Par ailleurs, le cabinet a mandaté le Premier ministre et le ministre de la Défense pour décider du moment de la mise en œuvre des plans présentés. Il a également été décidé de poursuivre les opérations contre les objectifs du Hezbollah dans tout le Liban, par l'armée de l'air, la marine et les forces terrestres. La solution politique, en particulier dans le cadre du Conseil de sécurité de l'ONU, est toujours envisageable pour atteindre les objectifs dont le retour immédiat et sans condition des militaires enlevés, arrêt immédiat de toutes les hostilités à partir du Liban contre Israël et les objectifs israéliens, y compris l'arrêt des tirs de roquettes et de missiles contre Israël, pleine application de la résolution 1559 du Conseil de sécurité de l'ONU et le déploiement d'une force internationale efficace au Liban sud, aux côtés de l'armée libanaise, le long de la Ligne bleue.

Israël veut aussi empêcher le Hezbollah de reconstruire ses capacités opérationnelles, principalement en empêchant le passage d'armes et d'équipements militaires de Syrie et d'Iran vers le Liban.

Par ailleurs et selon le site internet Y-Net du quotidien à grand tirage *Yédiot Aharonot*, neuf ministres ont voté pour l'extension des opérations au Liban face à trois qui se sont abstenus.

L'opération israélienne au Liban devrait durer encore «plus de 30 jours», a estimé Eli Yichai, l'un de ses membres. Selon les commentateurs israéliens, il s'agit de la décision «la plus cruciale» qu'a eu à prendre le Premier ministre Ehud Olmert depuis le début de la guerre, le 12 juillet. Le ministre de la Défense Amir Perez et le chef d'état-major Dan Haloutz



PHOTO : D. R.

s'étaient fixés de convaincre les membres du cabinet de sécurité d'élargir l'offensive.

Selon des sources militaires et gouvernementales, il va s'agir de déployer des troupes au Liban sud jusqu'au fleuve Litani, voire au-delà, afin d'empêcher les tirs de roquettes du Hezbollah qui ne cessent de s'abattre sur le nord d'Israël, malgré 29 jours de combats et de bombardements destructeurs. Il est à signaler que depuis le début du conflit, 36 civils et au moins 65 militaires israéliens ont été tués, la majorité de ces derniers dans les combats avec le Hezbollah au Liban-Sud. L'armée a quand même accéléré les préparatifs, selon la radio militaire.

L'état-major a en outre désavoué le commandant de la région militaire nord, le général Oudi Adam, en première ligne face au Hezbollah, lui faisant payer les déboires de l'armée. C'est le chef d'état-major adjoint, le général Moshé Kaplinsky, qui dirige désormais les opérations. Israël a, entre-temps, averti la population au Liban sud qu'il intensifierait son offensive et bombarderait tout véhicule circulant au sud du Litani, dans des tracts largués par l'aviation.

Le Hezbollah

ouvre le feu sur Israël

Depuis le début de l'agression israélienne contre le Liban, le 12 juillet, et en riposte, la résistance libanaise a tiré plus de 2 700 roquettes sur le nord d'Israël, faisant plus d'une cinquantaine de morts, et provoquant la fuite d'environ 250 000 personnes.

Pour la journée d'hier, une centaine de roquettes de la résistance libanaise du Hezbollah se sont abattues sur le nord d'Israël. «97 roquettes se sont abattues à la mi-journée sur le nord d'Israël. Dix-sept d'entre elles ont touché des localités et au moins une roquette à longue portée s'est abattue dans le secteur de Beit Sheân, dans le nord de la vallée du Jourdain», a indiqué Mickey Rozenfeld, porte-parole de la police israélienne.

Des sources sécuritaires palestiniennes ont, pour leur

part, indiqué que des roquettes tirées par le Hezbollah, à partir de la banlieue sud du Liban, étaient tombées mercredi dans l'extrême nord de la Cisjordanie à proximité de Beit Sheân. Au moins cinq roquettes sont également tombées aux abords de villages palestiniens dans la région de Jénine à la lisière du territoire israélien, ont précisé les sources sans faire état de victime. De même, le bilan des affrontements entre les combattants de Hezbollah et les soldats israéliens fait état de 11 morts dans le camp des sionistes selon la chaîne de télévision El Djazira alors que la chaîne satellitaire Al-Arabiya avait, auparavant, indiqué que quatre soldats israéliens avaient été tués dans une attaque à la roquette à Aïta al-Chaab. Une porte-parole militaire israélienne avait plus tôt fait état d'une quinzaine de soldats «touchés» hier dans de violents combats avec le Hezbollah au Liban.

Par ailleurs, les combats se sont déroulés hier entre l'armée israélienne et les hommes du Hezbollah au Liban sud. Les échanges de tirs se poursuivent avec une intensité soutenue depuis 24 heures, selon la Force intermédiaire des Nations unies au Liban (Finul). «L'armée israélienne maintient sa présence dans différentes zones du Liban sud et semble avoir tenté des progressions limitées en direction de Labbouné, Qantara et Kham» dans les secteurs central, occidental et oriental de la frontière, précise un communiqué de la Finul.

Selon la Finul, «l'armée israélienne a détruit dix maisons à Maïs al-Jabal (centre) et a renforcé sa présence dans la région de Marwahine (secteur occidental) et celle de Sadra (secteur oriental). Des concentrations de troupes ont été signalées à Manara et Métoulla, du côté israélien» de la frontière.

Chirac appelle au cessez-le-feu et s'attaque aux USA

Le président français Jacques Chirac a averti contre une renonciation «à un ces-

sez-le-feu immédiat» au Liban qui serait «la plus immorale des solutions», en faisant état d'une «réserve» américaine sur les dernières demandes libanaises.

«Il semble effectivement qu'aujourd'hui il y ait une réserve américaine pour adopter un projet de résolution prenant en compte ces demandes», a déclaré Jacques Chirac lors d'une conférence de presse à Toulon (sud-est) à l'issue d'une réunion restreinte du gouvernement sur le conflit israélo-libanais.

«Je ne veux pas imaginer qu'il n'y ait pas de solution, car cela voudrait dire — ce qui serait la plus immorale des solutions — que l'on accepte la situation actuelle et que l'on renonce à un cessez-le-feu immédiat», a poursuivi le président français avant de décrire l'«enchaînement dramatique de deuil, de souffrances, de destructions innombrables ou chaque jour apporte de nouvelles horreurs».

Favorable à une solution diplomatique, le président français a estimé que «Toute solution doit passer par un accord politique». Pour rappel, une adoption imminente d'une résolution franco-américaine sur le Liban a été rejetée mardi dernier et Beyrouth exige, avec le soutien des pays arabes des amendements, notamment le retrait des troupes israéliennes du Liban sud après la cessation des hostilités et la mise sous contrôle de l'ONU du secteur disputé des fermes de Chebaa.

A ce sujet, Jacques Chirac a indiqué : «Le projet de résolution du Conseil de sécurité, sur lequel nous sommes parvenus à un accord avec les Etats-Unis, est une base de travail» avant de poursuivre : «Israël et le Liban ont réagi et nous devons prendre en compte ces réactions et tenir compte notamment des intérêts du Liban et de sa stabilité, de son unité et de sa souveraineté, de son indépendance.»

Cependant, le chef d'Etat français a salué la proposition du gouvernement libanais de déployer 15 000 de ses forces armées au sud du Liban, car «elle devrait permettre au gouvernement libanais d'exercer sa souveraineté sur l'ensemble de son territoire», a-t-il insisté. Le président français a évoqué la possibilité du déploiement «dans un mois par exemple» d'une force internationale au Liban, à laquelle la France pourrait participer. Mais il a souligné qu'il faudrait au préalable un «accord politique des deux parties pour que chacun y trouve les garanties qu'il est en droit d'exprimer».

Une force «dont le mode de déploiement serait clairement fixé, et où la répartition des différents pays participants sera équilibrée», a-t-il insisté.

I.T./Agences